

17 octobre 2016,



**APPEL  
de  
la Coalition internationale des  
Sans-papiers, Migrants et  
demandeurs d'asile (CISPM)**

**pour le soutien à son projet d'aller interpeller à Bamako  
les chefs d'Etat français et africains réunis les 13 et 14  
janvier 2017 pour le 27<sup>ème</sup> sommet France-Afrique.**

La *CISPM* appelle tous les mouvements et collectifs de Sans-papiers, Migrants et demandeurs d'asile, ainsi que les associations de soutien, les syndicats et tous les citoyen-ne-s sensibilisés à la lutte contre la politique actuelle des migrations dans la mondialisation, à se mobiliser pour soutenir notre projet d'aller sur place, à Bamako où se tiendra les 13 et 14 janvier prochain le 27<sup>ème</sup> Sommet France-Afrique, afin d'interpeller les chefs d'Etat africains, le Président de la république française et les responsables onusiens réunis sur le sens et la valeur de leur « collaboration ». De fait, depuis que les sommets France-Afrique existent, rien en Afrique n'a vraiment changé. Pire, presque tout a empiré, prédation, corruption, dictature, déni de démocratie, famine, maladie, guerre, tout au profit des puissances dominantes, tout pour le maintien des peuples dominés dans la pauvreté et l'absence désespérante d'avenir.

Il est révoltant et risible à la fois de voir que depuis le 1<sup>er</sup> sommet en 1973 sous la présidence Pompidou, ces rencontres au sommet affichent, sous une appellation ou une autre, les trois mêmes sujets : **dialogue, sécurité, développement**. À Bamako en 2017, cela s'appellera : « **partenariat, paix, émergence** » ! Cette fois peut-être la présence des chefs d'état anglophones forcera-t-elle à élargir le débat : lutte contre le terrorisme, flux migratoires, sécurité et ordre public, aide au développement contre traitement local des migrations (Merkel tout récemment). Mais une nouvelle politique vraiment progressiste d'aide au développement en sortira-t-elle ? On peut en douter, alors qu'il est sûr que sera prioritairement soigné le besoin de poursuivre une « coopération » fructueuse, autrement dit l'assurance que les chefs d'Etat en place continueront à avoir le soutien de la France, et qu'en retour la patrie des droits de l'homme conservera son accès prioritaire aux ressources du continent, bénéficiera des positions militaires nécessaires à sa place dans le monde, ainsi que des voix de beaucoup de ces chefs d'Etat africains à l'Onu. Et même si le président français devait être alors en campagne électorale à haut risque le transformant en interlocuteur peu fiable, cela ne changera rien à la continuité de la « politique africaine » de la France concoctée par les cellules ad hoc, élyséenne et autres. Alors encore un sommet pour rien ? A plus forte raison devons-nous y faire entendre notre voix en y apportant la contradiction du peuple africain d'« en bas », conscient que la complexité et l'urgence de la situation ne seront pas, à un tel sommet, traitées à la bonne hauteur.

**Nous, Sans-papiers et migrants d'Afrique**, nous l'avions déjà fait en mai 2010 lors du 25<sup>ème</sup> sommet France-Afrique à Nice. Après une marche d'un mois de Paris à Nice, notre troupe d'une centaine de Sans-papiers était allée demander à nos chefs d'Etat de ne rien céder au président Sarkozy sur ses accords d'immigration choisie et de réadmission qui se seraient passés sur notre dos. A l'époque seul le Mali avait montré sa fermeté. Qu'en sera-t-il demain ? La mondialisation économique et la globalisation financière ont étendu et intensifié leur emprise sur l'ensemble des sociétés, et plus encore sur les nôtres, celles du Sud, dans une logique de marché et de profit à tout prix, privilégiant partout les revenus du capital par rapport à la valeur du travail. Nous savons donc que nous Sans-papiers, migrants et précaires, sommes et serons les premiers sacrifiés de ce nouvel ordre du monde, que nous restions au pays ou que nous en partions. À l'évidence nos luttes désormais doivent porter nos revendications sur une nouvelle échelle, non plus seulement nationale, mais aussi internationale. C'est pourquoi, en 2012, à l'occasion d'une marche européenne d'un mois où une centaine de sans-papiers de nos collectifs ont traversé neuf frontières avant d'être reçus au parlement de Strasbourg, nous avons créé la **CISPM**, Coalition qui rassemble Sans-papiers, migrants et demandeurs d'asile de France, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique, Pays Bas, Pologne, Grèce, Espagne, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie. Par notre mobilisation à Bamako, et partout ailleurs des deux côtés de la Méditerranée, nous voulons manifester notre résistance aux accords négociés à ce 27<sup>ème</sup> sommet en donnant toute sa résonance aux voix des « *damnés de la terre* » que nous ne cessons d'être, comme anciens colonisés, et des nouveaux prolétaires que nous sommes devenus, comme Sans-papiers, réfugiés et demandeurs d'asile, tout comme l'immense majorité des peuples africains réduits sans issue au silence et à la précarité.

**En tant que migrants**, ce que d'abord nous voudrions rappeler à tous, petits et grands dans la société, tient en quelques mots, c'est que les migrations sont un droit, une richesse, une nécessité économique, une garantie politique pour la paix. Aujourd'hui, la fermeture de l'Europe à ses frontières, préparée depuis les accords de Schengen le 4 juin 1991, s'est brutalement durcie (réfugiés, politiques d'austérité et de sécurité, guerre contre les parias à Calais, et maintenant le « Brexit » de très mauvais augure...). Le combat sera comme toujours inégal. D'un côté la puissance des Etats, de la finance, des patrons, des media, de la société marchande, des grandes sociétés multinationales, des institutions internationales, BM, FMI, OMC et l'alibi de la « crise mondiale » pour enrober le tout. De l'autre, nous Sans-papiers et migrants, « *autrefois colonisés, aujourd'hui exploités, demain régularisés* », comme nous avons l'habitude de le proclamer partout où nous passons, et pourtant encore tenus en esclavage, réclamant justice, revendiquant d'être traités dans notre dignité d'êtres humains, libres d'aller et venir, libres de vivre et travailler dans le pays de notre choix, libres de lutter pour une vie meilleure, pour nous et notre famille, libres de participer à la solidarité avec tous les précaires, libres d'être acteurs de la vie politique sur notre lieu de résidence, de devenir titulaires comme on dit de la « citoyenneté de résidence ». Ces évidences de droit se résument pour nous au principe consacré dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : **liberté de circulation et d'installation pour tous**.

**En tant que migrants**, voici ce que nous irons dire aussi à Bamako, particulièrement à l'attention des pouvoirs établis, qui voudraient bien sous-traiter aux Etats d'origine la « crise » des réfugiés et des migrants dits économiques. Pour nous, migrants économiques, politiques, climatiques, ou les trois à la fois, il n'y a pas lieu d'en faire une distinction de nature mais

seulement de circonstances. Nous sommes d'ailleurs souvent les trois à la fois. Pour en sortir, faudra-t-il, comme certains le soutiennent, un véritable plan Marshall pour l'Afrique ? Ce serait sans aucun doute nous livrer pour longtemps pieds et poings liés au carcan d'une soumission accrue aux plans de la mondialisation. Pour nous, c'est plutôt d'une véritable révolution africaine dont nous avons besoin de toute urgence. Ce que nous voudrions dire à nos chefs d'Etat africains, c'est que le moment est venu de réaliser vraiment nos indépendances, en comptant sur nos propres forces, sur nos richesses naturelles, sur nos ressources intellectuelles, sur notre culture traditionnelle, sur notre jeunesse et son désir d'agir au pays, sur notre capacité à nous unir dans ce but. Aujourd'hui, l'opportunité est donnée dans cet accord désormais planétaire pour la transition écologique capable d'entamer la rupture avec la logique de croissance à l'occidentale et tous les maux qui vont avec, car, et nous insisterons sur ce point, le pire serait que nos chefs d'Etat signent à nouveau le statu-quo d'une intégration contrainte à la globalisation capitaliste néolibérale, cause des dérégulations catastrophiques qui entraînent nos pays dans le cycle du sous-développement et de la pauvreté : spéculation financière et profit à tout prix, déconnexion de la production et des besoins des populations, catastrophe climatique, écologique, alimentaire, sanitaire, famines, militarisation, guerres, migrants et réfugiés, renforcement des systèmes sécuritaires et répressifs, destruction des droits économiques et sociaux, appauvrissement de la culture et des arts, éducation et formation sinistrées... et toujours la dette à la clé ! Au bout du compte, l'addition est monstrueuse qu'imposent les politiques néolibérales, et ce sera de pire en pire par le renforcement des traités de libre-échange en gestation, qui bafouent la souveraineté des peuples. L'occasion historique est donnée à l'Afrique de dire **NON !**

Pour notre part, nous appelons à proclamer sans relâche, comme nous le ferons à Bamako, un **OUI** déterminé à l'**abolition de la dette des pays les plus pauvres**, obstacle insurmontable à la moindre « *émergence* », oui à l'**abandon du franc CFA**, instrument néocolonial de la servitude financière des pays africains francophones, déni de leur souveraineté économique sans laquelle toute idée de « *partenariat* » est un gros mensonge, oui à la lutte incessante et déterminée contre le **pillage de nos ressources**, ferment de toutes les inégalités et de toutes les guerres passées, présentes et à venir, réduisant la « *paix* » à une peau de chagrin.

**En tant que migrants**, nous sommes bien placés pour savoir la pression des catastrophes environnementales, du réchauffement climatique, de la sécheresse, dont les africains sont loin d'être responsables, et qui nous ont brutalement obligés de partir. Nous exigeons que **justice climatique** soit faite, en réparant ce qu'il est encore possible de sauver. Nous appelons tous les responsables à prendre leurs responsabilités, en mettant en œuvre les exigences de la **déclaration de Casablanca** adoptée à l'issue de la rencontre africaine et internationale sur la COP 22, des 23 et 24 septembre 2016 : **défendre l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire, lutter contre l'accaparement des terres, rembourser la dette écologique des pays industriels vis à vis des pays les plus pauvres, rompre avec le modèle de développement basé sur l'exploitation des ressources naturelles, défendre les droits humains et l'égalité réelle**. Ce serait là le gage d'un véritable partenariat et le commencement d'une émergence réelle.

Et puisque la **France** est l'interlocutrice privilégiée du sommet, nous lui demanderons à nouveau et plus haut que jamais, en la personne du président Hollande, prenant à témoins les chefs d'Etat africains, de bien vouloir considérer la légitimité de nos revendications en tant

qu'immigrés sur le territoire français : **régularisation de tous les Sans-papiers par une carte de 10 ans seule garante d'une intégration réussie, respect inconditionnel du droit d'asile, égalité de droits entre migrants et nationaux, droit de vote et d'éligibilité.** Et nous insisterons avec force sur ce qu'est la campagne actuelle de la CISPM : **fermeture des centres de rétention administrative pour les Sans-papiers et des hotspots pour les réfugiés,** exigence d'une solution politique à la question migratoire pour en finir avec son traitement avant tout policier et pénal, criminalisant les migrants et les étrangers en tant que tels.

Enfin, à vous **chefs d'Etat africains**, et plus particulièrement à vous **chef d'Etat du Mali**, pays hôte du 27<sup>ème</sup> sommet, nous autres migrants nous voulons vous rappeler, s'il en était encore besoin, que notre apport au développement de nos pays est vital. Il représente trois fois l'aide au développement des pays riches ! A ce titre, nous sommes légitimes à exiger que vous, chefs d'Etat, assuriez toute la protection nécessaire à vos ressortissants dès lors qu'ils sont loin du pays, pour longtemps, engagés à travailler difficilement dans les conditions les plus précaires. Nous devons pouvoir compter sur nos représentations à l'étranger pour nous défendre contre l'arbitraire et la violence dont souvent les administrations des pays où nous résidons font preuve. Au premier chef, nous vous prions instamment de renoncer aux honteuses négociations d'accords dits de réadmission. Chacun d'entre nous, avec ou sans papiers, par son travail en France, en Europe, permet la survie de plusieurs dizaines de personnes au pays. Chaque expulsion, chaque retour forcé est non seulement un drame pour ces familles mais appauvrit notre pays. D'autre part, nous vous demandons d'être très exigeants sur l'ensemble des contrats et conventions que vous passerez avec les partenaires économiques et politiques des pays riches, afin que s'y traduisent l'équité et le respect de notre souveraineté. Que nos ressources telles que l'or, le pétrole, les minerais rares, le cacao, le café, et bien d'autres encore, même si elles dépendent de cours internationaux incontrôlables, ne soient pas dilapidées par les appropriations abusives des multinationales, mais produisent les revenus nécessaires à des projets d'abord et avant tout utiles aux peuples africains.

C'est parce qu'il nous appartient de contribuer aussi, comme tous les acteurs des luttes qui se mènent en ce sens en Europe comme en Afrique, au changement de cette situation dramatiquement injuste, dangereuse pour tous, et hélas bien trop souvent mortelle, que nous appelons les associations, les syndicats, les travailleurs, les étudiants, les mouvements sociaux, les partis les citoyens et citoyennes à se mobiliser avec nous, chacun selon ses moyens, à l'occasion de ce 27<sup>ème</sup> sommet France-Afrique, pour inciter nos chefs d'Etat respectifs à regarder en face leur immense responsabilité et à prendre les décisions qui s'imposent.

**Le porte-parole de la Coalition internationale des Sans papiers, Migrants et demandeurs d'asile,**

**Anzoumane Sissoko le 17 octobre 2016**

#### **Contacts**

CISPM France : Sissoko Anzoumane [sissokoanzoumane@yahoo.fr](mailto:sissokoanzoumane@yahoo.fr)  
et Diallo Koundenecoun : [koundedial@gmail.fr](mailto:koundedial@gmail.fr)

CISPM Italie : Soumahoro Aboubacar : [abousidicke06@gmail.com](mailto:abousidicke06@gmail.com)

CISPM Belgique : Franco Sébastien : [sebasfranco1977@gmail.com](mailto:sebasfranco1977@gmail.com)

CISPM Allemagne : Ali de Hambourg : [arracher\\_23@yahoo.fr](mailto:arracher_23@yahoo.fr)